

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 384

Artikel: Des centrales nucléaires pour tous, tous pour l'Etat
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023962>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

vient de s'interroger sur les raisons profondes de ce phénomène, sur sa signification, sur ses conséquences économiques, sociales et culturelles; et de rappeler ceci, qui n'est pas un paradoxe : la baisse prolongée de la natalité va accentuer le vieillissement de la population, défini comme l'augmentation de la proportion des personnes âgées. Vers l'an 2000, la Suisse comptera vraisemblablement autant d'habitants âgés de plus de soixante ans que de jeunes de moins de vingt ans. C'est l'un des rares aspects mesurables et quasi certains de la diminution du nombre de naissances.

Des centrales nucléaires pour tous, tous pour l'Etat

Lentement mais sûrement, la polémique et la réflexion sur l'énergie nucléaire s'enlisent dans notre pays (après beaucoup d'autres) dans des querelles d'experts dont on ne voit guère si elles déboucheront finalement sur un diagnostic clair et fiable : les rapports succèdent aux rapports pour se neutraliser en fin de compte, les signatures les plus prestigieuses s'équilibrent dans une inflation de déclarations « autorisées »... Reste, sur le plan politique, la question, qui nous paraît primordiale, de l'organisation du « pouvoir nucléaire ». Et là, une réponse semble s'imposer qui est esquissée, à larges traits, ci-dessous. (Réd.)

Dans un livre paru il y a environ vingt ans et dont le titre était, sauf erreur, « La nouvelle guerre du pétrole », André Fontaine mettait en évidence le rôle que le pétrole jouait à l'époque dans les luttes d'influences entre « grands » et « super-grands ». Déjà à ce moment-là, l'énergie était au centre du débat. Le pétrole était en passe de devenir la ressource fondamentale. On le croyait encore abondant presque à l'infini et on

avait déjà investi dans son développement des montants énormes. La « nécessité » de rentabiliser ces montants devenait la motivation première. Fontaine disait que si besoin était, on nous le ferait bouffer, ce pétrole (on peut d'ailleurs remarquer que des progrès ont été faits depuis dans ce sens, puisque l'on a conçu des usines à protéines utilisant le pétrole comme matière de base et mettant à profit l'action de certaines bactéries capables de transformer les hydrocarbures). Le pétrole avait du reste des concurrents potentiels et même si leur impact n'était pas trop menaçant dans l'immédiat, on les craignait à long terme. La voiture électrique, par exemple, était considérée comme une bête noire et, selon Fontaine, on s'est fort bien arrangé à ce moment pour étouffer dans l'œuf toute velléité de lancer ce développement.

Les temps ont changé. Les investissements pétroliers ont pu être rentabilisés et l'on a fait des bénéfices considérables. Les limites des réserves de pétrole se sont dessinées à l'horizon. On a alors démarré une autre grande aventure, le nucléaire. C'est quelque chose de plus compliqué. Il y a beaucoup de problèmes techniques, des problèmes de sécurité. Il y a des déchets. Mais on s'est quand même jeté à l'eau et au fil des ans les investissements sont eux aussi devenus énormes et l'on se retrouve assurément de nouveau devant la « nécessité » de rentabiliser ces investissements. Alors on ne voit pas d'un très bon œil les technologies alternatives qui permettraient de s'en sortir sans le nucléaire.

Par ailleurs, le nucléaire, plus encore que le pétrole, offre à ceux qui en détiennent les leviers de commande, l'immense avantage d'une centralisation presque complète. Chaque citoyen est connecté à un fil électrique et en dépend irrémédiablement. Alors on est très favorable à cette technologie.

C'est qui « on » ? En gros, c'est l'Etat-nation, l'ensemble de ceux qui sont, comme on dit, au pouvoir. Pour eux, la plus grande catastrophe serait que les citoyens redeviennent indépendants.

Et devenir indépendant énergétiquement par l'application de technologies douces serait déjà un pas important dans cette lamentable direction ! Cela favoriserait un monde composé de voisinages, de petites régions. Il y aurait beaucoup moins de gens très importants pour couper des rubans (par exemple, pour inaugurer une centrale nucléaire qui va assurer, Mesdames et Messieurs, notre indépendance nationale énergétique et nous permettre de préserver notre démocratie et notre liberté) ou pour nous expliquer les idéaux (les leurs) vers lesquels nous devons tendre. De ce monde-là, « on » n'en veut pas. Ce refus irrémédiable vient d'une certaine corruption que le pouvoir exerce sur ceux qui le détiennent et qui a ceci de particulier qu'elle fait croire à ces mêmes personnes qu'elles ne sont pas le moins du monde corrompues par le pouvoir. Après tout, ne font-elles pas leur devoir au plus près de leur conscience, ne se sacrifient-elles pas par un travail éreintant sur l'autel de l'intérêt du pays (moyennant un salaire pas trop misérable, c'est entendu, et peut-être aussi quelques satisfactions d'amour-propre).

L'enjeu me paraît donc important, même s'il ne ressort presque jamais de la rhétorique officielle. Cette centralisation outrancière que l'on nous propose est inquiétante, voire très dangereuse et nous sommes déjà fortement engagés dans cette voie. Lorsque l'on aura mis en chantier des centrales de production d'énergie à 2 milliards la pièce, qu'il faut dix ans pour construire, on disposera de toute une bonne logique économique pour démontrer qu'on ne peut plus faire marche arrière. Et si d'aventure la demande d'énergie ne suivait pas la courbe ascendante escomptée, on sera tenté d'encourager la consommation quels qu'en soient les buts et les inconvénients. Tôt ou tard, il faudra bien rompre ce cercle vicieux.

Il me semble que cette rupture ne se fera pas sans quelques petits hoquets. Mais, à mon avis, plus on les provoquera tôt, mieux on sera encore en mesure de les supporter.

P. Lehmann